

Une conférence aux États-Unis pour la normalisation des relations avec Cuba



Washington, 13 février (RHC) Des organisations et des particuliers qui plaident aux États-Unis pour la levée du blocus contre Cuba organiseront en mars prochain une importante manifestation destinée à unir leurs efforts pour lutter contre cette politique vieille de près de six décennies, signale une dépêche de Prensa Latina.

La Conférence internationale pour la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis, qui se tiendra les 21 et 22 mars à la Faculté de Droit de l'Université de Fordham, à New York, a pour objectif fondamental de contribuer à la normalisation des liens entre les deux nations.

Pour ce faire, la première demande des organisateurs est précisément la fin de toutes les sanctions économiques, commerciales et financières qui constituent le blocus, ainsi que la révocation des législations qui les normalisent, notamment la loi Helms-Burton de 1996.

La convocation à l'événement exige également la levée de toutes les restrictions aux voyages à destination de la plus grande des Antilles; la normalisation des relations diplomatiques; la restitution du territoire illégalement occupé de la base navale étasunienne à Guantanamo, dans l'est de l'île ; et la fin

des programmes visant au « changement de régime ».

« En ces temps de nouvelles menaces et de nouvelles attaques, nous demandons de se joindre aux vastes forces nationales et internationales qui défendent le droit de Cuba à l'autodétermination et s'opposent inconditionnellement aux sanctions économiques, aux restrictions commerciales, financières et de voyage imposées par le blocus ». signale le texte de la convocation.

Cheryl LaBash, co-directrice du Réseau National de Solidarité avec Cuba (NNOC), a avancé à Prensa Latina attendre la participation de plus de 300 personnes de tous les États-Unis, ainsi que de membres du mouvement de soutien à l'île au Canada.

Elle a déclaré que l'un des objectifs de la conférence était de parvenir à une grande unité dans la lutte contre le blocus, et que les participants pourraient rentrer chez eux avec les outils nécessaires pour y parvenir, par exemple, l'adoption de résolutions condamnant le siège par les autorités locales, comme cela s'est déjà produit dans plus d'une dizaine de villes du pays.

L'activiste, qui est l'une des organisatrices de l'initiative, a ajouté qu'elle voulait aussi partager ses expériences sur la façon d'organiser des événements dans les quartiers et demander aux membres du Capitole de soutenir la levée du blocus, car le législateur a ce pouvoir.

« Nous savons qu'il y a assez de soutien dans tout le pays pour dire au Congrès que nous voulons que la fin du blocus soit une priorité », a souligné Labash.

Le Cubain Félix Sharpe Caballero, membre de la NNOC et résidant au Michigan, a souligné l'importance de l'organisation des personnes qui souhaitent de meilleurs liens bilatéraux.

« Il y a une opposition forte au blocus aux États-Unis, mais elle n'a pas été organisée de la bonne manière pour la rendre plus efficace », a-t-il expliqué en soulignant la nécessité de cette conférence.

Félix Sharpe a annoncé que des participants venus de Californie, de Louisiane, du Michigan, de New York, du New Jersey, de Floride et de Washington, entre autres, participeraient à l'événement.

Depuis le début du blocus (dans les années 60 du siècle dernier), je ne pense pas que nous ayons eu une période aussi difficile pour Cuba et les Cubains que celle que nous vivons aujourd'hui aux États-Unis, a-t-il estimé au sujet des actions menées par l'administration Donald Trump envers l'île.

Après son arrivée au pouvoir le 20 janvier 2017, le mandataire républicain a décidé d'inverser le processus de normalisation des relations amorcé lors de l'exécutif précédent, du démocrate Barack Obama (2009-2017), en dépit du large soutien qu'a reçu ce rapprochement de la part de nombreux secteurs étasuniens.

Entre autres actions, l'administration Trump a considérablement restreint les voyages vers le pays des Caraïbes, limité les envois de fonds, imposé des sanctions pour empêcher l'arrivée de carburants et activé le titre III de la loi Helms-ActBurton, qui permet de poursuivre des entreprises et des personnes, y compris de pays tiers, qui investissent dans des biens nationalisés à Cuba après le triomphe de la Révolution, le 1er janvier 1959.

« La conférence, qui se tiendra dans une université de droit, crée ce contexte dont nous avons besoin pour mettre en œuvre les processus nécessaires, et tout cela se base sur les lois des États-Unis. C'est pourquoi il est important que la communauté des avocats, les personnes qui comprennent et gèrent les normes de ce pays soient présentes », a ajouté Félix Sharpe.

Six tables rondes se tiendront pendant la conférence, la première annonçant la présence de membres du mouvement de soutien à Cuba au Canada, sous le titre Canada, Québec et États-Unis : Construire la solidarité transfrontalière.

Les autres groupes ont pour thèmes Cuba et la solidarité médicale; Cuba, les Caraïbes et l'Amérique Latine; Défendez votre droit de voyager à Cuba! ; Impact du blocus sur le peuple des États-Unis; et Initiatives législatives nationales, municipales et au sein des États.

Parmi les personnes qui organisent ou soutiennent ce prochain rendez-vous figurent les membres de la Coalition New York-New Jersey Cuba Si, la NNOC, les Amis de Cuba contre le blocus des États-Unis à Vancouver, Canada, le Conseil de paix des États-Unis; la Brigade Venceremos; CODEPINK; la coalition Metro DC en Solidarité avec la Révolution cubaine; et l'acteur et militant Danny Glover, entre autres.

Lorsque la réunion annuelle de la NNOC s'est tenue dans cette capitale en octobre dernier, Ike Nahem, membre de la Coalition New York-New Jersey Cuba Si, a analysé les préparatifs de la conférence de mars prochain et a rappelé qu'en 2017 ils avaient organisé un événement similaire, avec la présence de près de 200 participants.

L'activiste a signalé à Prensa Latina qu'ils attendent cette fois-ci une plus grande assistance, et qu'ils veulent réunir des amis du pays des Caraïbes, des amis de la Révolution cubaine et des personnes qui, même si elles n'ont pas de position sur la Révolution, s'opposent au blocus et aux préjudices qu'il cause à la population des deux pays.

Malgré l'accentuation du blocus sous l'administration Trump, Nahem s'est dit optimiste quant à la possibilité d'éliminer cette politique, qu'il a décrite comme un signe de faiblesse de la part du gouvernement étasunien.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/214421-une-conference-aux-etats-unis-pour-la-normalisation-des-relations-avec-cuba>



Radio Habana Cuba